

## LE TEMPS DES BARONS...

Sous toutes les Républiques la Haute Banque d'affaires orientait, dominait, fabriquait ou combattait les gouvernements. Selon ses intérêts. Par personnes interposées. Pour la première fois, un authentique grand commis du Capitalisme et des grandes affaires prend le fauteuil gouvernemental. En d'autres temps, ça aurait fait du bruit. Ce fait amène des constatations.

De Gaulle affecte de dédaigner tout ce qui se rattache à l'intendance des foules...

Il aurait dit un jour, en Conseil des ministres: «*On ne gouverne pas avec du niveau de vie*».

Par contre, il est très sensible à l'appui conditionné, constant, des grands intendants de l'économie capitaliste.

Il est resté fidèle au plan Rueff, usant à cette tâche deux ministres des finances. Ces derniers en renflouant la trésorerie de l'État, assuraient de surcroît la prodigieuse prospérité des trusts et monopoles. Les résultats de la politique d'expansion et d'investissement, freinage des salaires, sont probants pour certains.

Quand le monde de la finance et des affaires est comblé, toute la France est riche!...

Il en fut ainsi avec Debré, mais l'inconditionnel «*tampon*» du général, ne faisait plus le poids, après le référendum-maison.

Les exigences tactiques de son maître (ex-élève des Jésuites et disciple de Machiavel) nécessitaient son départ. Ses compromissions, trop visibles, aussi.

Enfin, et surtout, la France allait réaliser de vastes projets, de grandioses entreprises, dignes de «*sa vocation humaine*» et de son «*prestige dans le Monde*».

Des changements s'imposaient dans le personnel, avec un nouveau chef.

L'heure de Pompidou sonnait au cadran Gaulliste...

Cet ex-professeur de lettres, ancien chef du cabinet civil du général, était resté un de ses conseillers, très écouté.

Dès son retour au Pouvoir, les Banques d'affaires Rothschild frères avaient prêté leur grand Directeur à de Gaulle.

Rendu, ensuite, à ses affaires bancaires, il fut, tout de même, officieusement délégué pour contacter, en Suisse, des représentants du G.P.R.A.

Par qui?... A quel titre?... Pourquoi lui?

Du professorat, il est arrivé au sommet d'une gigantesque entreprise financière, très discrète. Elle ne publie: ni bilan, ni capital, ni Conseil d'Administration...

Elle a de multiples ramifications à travers le monde dit «*libre*».

A Matignon, le nouveau chef du gouvernement a retrouvé certains dossiers, qu'en qualité de Directeur de Banques d'affaires, il connaissait bien. Il lui a suffi, peut-on penser, de les étoffer et compléter, sous couverture tricolore, pour pouvoir les défendre en connaissance de cause. En pleine indépendance!

Sa présentation devant les Chambres avait déçu. Il sera autrement brillant lors de rencontres, officielles ou privées, pour des débats serrés et d'un caractère bien différent.

Ses responsabilités et relations antérieures, ses qualités professionnelles lui serviront. Ses patrons, en lui accordant un congé temporaire, savaient qu'il serait digne de leur confiance.

Bien préparé à son rôle de grand commis de la V<sup>ème</sup>, il défendra, au mieux, «*les intérêts supérieurs du Pays réel...*».

Pour commencer et soucieux de l'avenir du IV<sup>ème</sup> Plan, il en a pris, personnellement, la haute Direction. De puissants investissements seront à faire. De grands groupes financiers, tels Rothschild frères, auront donc à tenir un rôle de premier ordre. Rentable.

De Gaulle a des ennuis avec son «*Europe des États*». Personne n'en veut, sauf, peut-être, Pompidou et «ses» patrons. Elle est nécessaire pour permettre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

En prévision de cette éventualité, la Banque des Rothschild de Londres a fusionné avec celles des cousins de Paris. Juste en bon moment. Notre chef de gouvernement saura profiter de cet appoint sur le Marché Européen.

Soulignons que le pool charbon-acier fonctionne bien, en souplesse. C'est rentable, aussi.

Rattachée à la question du Marché commun il y a: «*l'Eurafrique*». Nos ex-colonies pour bénéficier économiquement de leur «*indépendance*» coopéreront avec l'Europe, sur le plan commercial.

De Gaulle pavoise. D'autres aussi.

Pompidou connaît bien le problème: «*Ensemble France-Afrique*». Ses patrons, d'hier et de demain, ont un très beau choix des bonnes affaires dans notre ex-«*communauté*».

A leur compte ou en association avec d'autres banques: «*Banque de Paris*», «*Crédit Lyonnais*», etc...

Ainsi: «*Cofimer*» (*Compagnie financière pour l'Outremer*) a des intérêts à: *Francarep* (*C<sup>ie</sup> Franco-Africaine de Recherches Pétrolières*); «*Omnivex*», «*Sénégalaise des Phosphates de Taïba*»; «*Coparex*», «*Togolaise des Mines de Bénin*»; «*Mines de fer de Mikando*» (Gabon); «*Fer de Konakry*» (Guinée); «*Société des pétroles de l'Afrique Équatoriale*», etc...

Grosse participation à «*M.I.F.E.R.M.A.*» (*Société des mines de fer de Mauritanie*). Gigantesque affaire: 145 millions de tonnes de minerai de fer.

Également, elle est a: «*M.I.C.U.M.A.*» (*Société des mines de cuivre de Mauritanie*). 500.000 tonnes de cuivre-métal. (Dans ce pays, proclamé indépendant par de Gaulle, les troupes françaises montent toujours la garde.)

## **POUR QUI?... POURQUOI?...**

... Le Maroc revendique la Mauritanie (avec ses mines).

Par ailleurs, les grands affairistes de Paris, craignent une révolution au Maroc. (Suite à l'indépendance algérienne). Elle basculerait la royauté qui favorise nos entreprises capitalistes, comme la «*Penarroya*» (contrôlée par les Rothdchild). Ils ont d'autres explorations de minerai et chantiers divers.

L'association de ce pays au Marché commun est indispensable, disent-ils. C'est l'avis de Pompidou.

Sur ce: Hassan II, convoqué d'urgence à Paris, courant mai, a été compréhensif. Il ne touchera pas à la Mauritanie et à ses mines. Notre gouvernement, généreux, lui a attribué 35 milliards A.F., pour préparer l'association avec le Marché commun. Les investissements suivront. Très intéressant le Maroc.

Ould Daddah, chef du gouvernement de Mauritanie est venu après. Aux ordres. Il comprend toujours: vite et bien. Il a été rassuré.

Messieurs Rothschild et leurs amis aussi.

Le général-Président ambitionne d'avoir une armée moderne: Atomes et fusées. C'est indispensable à notre grandeur, entre les deux géants: Ouest-Est. Le groupe bancaire des Barons Rothschild est très bien placé, ici encore, «*Mine d'uranium France-Ville*»; «*Société Commerciale Camerounaise de l'alumine et de l'aluminium*»; «*Uranium Mormana*» (Gabon); «*Manganèse de Grand Lalou*» (Côte d'Ivoire); «*Cuivre d'Akjat*» (Mauritanie); etc..

Du fait de son ancien emploi, M. Pompidou est donc très au courant pour la question fournitures à la «*Force de frappe*». On peut lui faire crédit encore sur ce point.

De Gaulle a choisi l'Homme qu'il lui fallait. Il est providentiel, notre premier ministre.

Le terme n'est pas exagéré. Un des plus proches associés de «ses» patrons est «*la Banca de Roma*», précieuse collaboratrice du Vatican. «*La principale banque*». (A noter que la photo de Pompidou, en Premier Communiant, à 12 ans, a été, en bonne place, dans tous les journaux sérieux. Vieux document, bien d'actualité, d'ailleurs.).

Et du côté de l'Afrique noire, encore. Il y a du nouveau. La décolonisation a posé de graves problèmes au grand capitalisme, à nos gouvernants aussi. Ces derniers, avec l'appui patriotique des Banques d'affaires, comme Rothschild, vont aider nos ex-colonies. On va activer l'évolution sociale dans sept républiques indépendantes, dans le cadre de saines traditions économiques et bancaires. M. Pompidou a créé: «*l'Union monétaire Ouest-Africaine*». La France généreuse pense à tout. «*Ce sera*, a dit M. Pompidou, *un instrument capital*» (On ne peut mieux dire).

Les barons sont, certainement, d'accord.

En Algérie le «*cessez-le-feu*» fait toujours des ravages. La situation est effroyable. A Paris nos gouvernants sont plutôt à l'optimisme. Charles le grand est très décontracté. Il se promène et fait du bla-bla-bla... La coopération avec l'Algérie est assurée. Pour lui, tout le reste: «*des péripéties*», «*avec grogne, rogne...*» et sang aussi.

Son premier ministre, lui, prépare cette collaboration. Il est bien placé, avec ses dossiers et relations d'affaires. On sait son voyage en Suisse et les contacts établis alors. Les barons Rothschild ont aussi de gros intérêts en Algérie. Très divers. Notamment dans «*La Société nationale des recherches et des exploitations des pétroles en Algérie*». Un énorme morceau pour l'avenir. Avec d'autres banques, «*La Compagnie Française du Sahara*», dont le but est grandiose: «*Création ou expansion de toutes entreprises susceptibles de contribuer, directement ou indirectement, à la mise en valeur du Sahara*». Prétentions considérables. Ça va chercher très loin.

Les Rothschild sont mal placés, côté pétrole. Ils se heurtent à l'«*A.R.A.M.C.O.*» (compagnie américaine) et à de gros capitaux étrangers. Cela explique, peut-être, un aspect, secondaire, des frictions avec les U.S.A, actuellement. La bagarre pour l'Algérie de demain commence.

Pour mieux préparer la coopération avec la République algérienne, on prend des mesures - côté France. Mr Olivier Guichard, délégué général de l'«*Organisation commune des régions sahariennes*», tient, (?) vient d'être nommé «*chargé de missions*» près de Mr Pompidou.

Notez, que Mr Farès, président de l'Exécutif provisoire est notaire de son état - Ben Khedda, Ferhat Abbas, Ahmed Francis et autres sont des bourgeois. L'Algérie indépendante, après épuration, aurait beaucoup d'amis si elle était... républicaine, démocratique... etc... L'essentiel serait qu'elle soit, compréhensive de ses intérêts et de nôtres (ceux des affaires). C'est bien ainsi que l'entend le général président.

Coopération constructive, digne des sacrifices passés et de ceux que feront les barons de la finance...

L'Algérie aurait, alors, une place à l'Eurafrrique du Marché Commun. Si elle est sage, avec «*nos intérêts*».

Mr Pompidou ne paraît pas être l'homme des grands discours.

Il a d'autres arguments. N'oublions ni son étonnante carrière, ni sa place de haute direction près des barons Rothschild.

Il a certainement, lui, oublié cela - appelé au service de Charles le Grand, il est devenu le serviteur de la patrie. Les intérêts supérieurs du pays sont ses seuls soucis. Ils seront bien défendus. N'en doutons pas. Même s'ils sont parallèles à d'autres...

Monsieur le directeur de banque d'affaires connaissait bien ses multiples dossiers. Cela lui servira. C'est certain. Pour le seul profit de notre grandeur. En pleine indépendance. Évidemment.

Messieurs les barons sont certainement du même avis, qui lui ont fait confiance en le mettant à la disposition, au service de la France.

... Et d'ailleurs, tout le monde sait ça, celui qui gouverne, c'est de Gaulle, chef d'État. Non!

**F. DELAURET.**

-----